

par la FORPRONU pour assurer la sécurité de l'aéroport. Le blocus de Sarajevo doit être levé et les bombardements sur la ville doivent être arrêtés afin qu'une opération de secours de grande envergure puisse se développer.

Nous exprimons notre gratitude à tous ceux qui participent au pont aérien sur Sarajevo et qui acheminent une aide à la population de cette ville. Nous lançons un appel à toutes les parties en Bosnie-Herzégovine afin qu'elles ne mettent pas en danger l'entreprise humanitaire. Nous mettons fermement en garde les parties concernées, y compris les forces irrégulières, afin qu'elles ne menacent d'aucune façon la vie des hommes engagés dans les opérations de secours. Si ces efforts venaient à échouer du fait du refus des parties concernées de coopérer pleinement avec les Nations Unies, nous pensons que le Conseil de sécurité devrait examiner d'autres mesures, sans exclure les moyens militaires, afin d'atteindre ses objectifs humanitaires.

Le pont aérien sur Sarajevo ne peut-être que le début d'un effort humanitaire de plus vaste ampleur. Il faut garantir la sécurité des accès par route à Sarajevo ainsi que vers les autres parties de la Bosnie-Herzégovine.

Pour faire face aux besoins des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées, une aide financière accrue est nécessaire. Nous sommes disposés à contribuer à celle-ci. Nous demandons aux autres pays d'apporter leur juste part.

Nous soulignons la nécessité pour la Serbie et la Croatie de respecter l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. Il est également nécessaire que toutes les forces militaires non soumises à

l'autorité du gouvernement de Bosnie-Herzégovine soient retirées, démobilisées ou désarmées, leurs armes étant placées sous contrôle international efficace.

Nous appelons toutes les parties à éviter que le conflit ne s'étende à d'autres régions de l'ex-Yougoslavie.

Nous pressons les dirigeants serbes de respecter intégralement les droits des minorités, de s'abstenir de toute nouvelle répression au Kosovo et d'engager un dialogue sérieux avec des représentants du Kosovo en vue de définir un statut d'autonomie, conformément au projet de convention de la Conférence de la Communauté sur la Yougoslavie.

Les sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution 757, ainsi que les autres dispositions des résolutions pertinentes des Nations Unies doivent être intégralement appliquées.

Nous appuyons les efforts des Forces de maintien de la paix des Nations Unies pour mettre en oeuvre, dans tous ses éléments, le plan de paix des Nations Unies pour la Croatie. Nous exigeons que les Serbes et les Croates apportent leur entière coopération à ce plan de paix et qu'ils s'efforcent par tous les moyens de mettre fin au bain de sang en Croatie.

Nous n'acceptons pas que la Serbie et le Monténégro soient le seul successeur de l'ex-Yougoslavie. Nous demandons la suspension de la participation de la délégation de Yougoslavie aux travaux de la CSCE et des autres enceintes et organisations internationales concernées.